

A n'en pas douter, la situation économique du Canada est grave; le plus tôt le Parlement et les Canadiens le reconnaîtront, et le plus tôt le gouvernement appliquera des mesures pour y remédier, le plus tôt nous verrons une amélioration.

Le ministre des Finances a passé en revue l'état de l'économie, et il convenait qu'il le fasse. Mais nous devons examiner cette revue à la lumière des objectifs que s'était déjà proposés le gouvernement. Nous devons nous rappeler qu'il s'est engagé, il y a cinq ans, à assurer une croissance économique continue et le plein emploi; qu'il a annoncé publiquement, il y a trois ans, dans son discours du trône, qu'il déclarait la lutte à la pauvreté. Les membres du gouvernement ont parlé, à la Chambre et ailleurs, de reprendre la main haute sur l'économie canadienne. Le président du Conseil privé, tout juste avant les dernières élections, a inondé le Canada de son article sur le rachat du Canada. Pour résumer, le premier ministre a dit au sujet du programme du gouvernement: «Nous traversons des temps qui excitent les audacieux et qui éprouvent les forts».

• (3.10 p.m.)

Nous devrions, à la lumière de ces objectifs, examiner l'état de l'économie canadienne. Étudions certains indices sur lesquels nous avons l'habitude d'évaluer le bon état de l'économie. Le premier et le plus important c'est, bien entendu, le taux de croissance économique. Dans son premier exposé, le Conseil économique du Canada indique que notre productivité doit augmenter d'environ 5½ p. 100 par année, en dollars constants, si nous voulons circonscrire le chômage à 3 p. 100 et offrir des emplois à ceux qui arrivent sur le marché du travail. Cela, nous ne le faisons pas à l'heure actuelle.

Le ministre a dit hier, comme en fait foi la page 7334 du *hansard*:

L'essor vigoureux qu'elle a pris, il y a sept ans, continue toujours sans interruption marquée.

Je n'hésiterais pas à contester cet essor de l'économie. Que nous révèle un retour sur l'année 1967? Nous constatons qu'en dollars constants, l'augmentation du produit national brut a été de 2 p. 100 pendant les neuf premiers mois. Les chiffres pour les trois derniers mois ne sont pas disponibles, mais le chômage croissant pris en considération, une amélioration au dernier trimestre de 1967 est peu probable. Si nous considérons notre productivité des neuf premiers mois de 1967 par

habitant, nous voyons qu'en dollars réels, elle a atteint environ \$2,370 au regard de \$2,368 l'année précédente. En d'autres mots, la productivité, par habitant, n'a presque pas augmenté dans les neuf premiers mois de 1967 au regard de la période correspondante de 1966. De plus, nous constatons qu'au troisième trimestre de l'an dernier, le taux de croissance économique a effectivement diminué.

Comme je l'ai signalé l'autre jour, un des secteurs de l'économie dont l'expansion n'est pas évidente, c'est l'agriculture, le revenu des cultivateurs ayant fléchi de 19 p. 100 par rapport à 1966. On ne saurait donc dire que la croissance économique s'y est fait sentir. En pratique, la productivité des Canadiens est à un point mort depuis 12 mois.

Le deuxième indice qu'on examine d'ordinaire est, bien sûr, l'emploi. Il est important, puisqu'il nous dit dans quelle mesure nous utilisons notre ressource la plus importante: la main-d'œuvre. Selon le Conseil économique du Canada, nous devrions pouvoir contenir le chômage à un niveau maximum de 3 p. 100. Tel devrait être l'objectif. Soit dit en passant, selon les normes de l'Europe occidentale, 3 p. 100 constitue un chiffre très élevé. En effet, lorsque le chômage a atteint 1.8 p. 100 en Suède l'an dernier, le gouvernement en a été extrêmement troublé, au point qu'il a pris certaines mesures d'urgence.

Que s'est-il passé au Canada? Nous n'avons pas réussi à contenir le niveau du chômage à 3 p. 100. Au milieu de janvier dernier, il y avait 464,000 chômeurs, soit 6.1 p. 100 de la main-d'œuvre, comparativement à 5.2 p. 100 en 1967 et à 5.1 p. 100 en 1966. Fait encore plus troublant, le chômage frappe certaines régions du Canada plus sévèrement que d'autres. Dans la région de l'Atlantique, le chômage s'élevait à 10.9 p. 100 au milieu de janvier. Au Québec et en Colombie-Britannique, il était de 7.8 p. 100. Le nombre des personnes sans travail depuis un à trois mois est passé de 135,000 en décembre à 195,000 en janvier. C'est une situation vraiment alarmante. En janvier 1967, il n'y avait que 26,000 personnes sans travail depuis plus de sept mois. En janvier de cette année, 37,000 personnes étaient sans travail depuis plus de sept mois.

Le Conseil économique du Canada, on l'a répété maintes fois à la Chambre, a signalé que le moyen le plus efficace d'accroître la productivité est de mettre les chômeurs au travail. Selon le Conseil, en réduisant le chômage de 1 p. 100, nous sommes en mesure